Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac STMG, veuillez visiter :
coursbacstmg.fr/annales-sujets-et-corriges

BAC STMG • CORRIGÉ DÉTAILLÉ

Bac STMG

Sciences et technologies du management et de la gestion

Session 2022 • Code sujet : **22-MGDEPO3** • Durée : **4 heures** • Coefficient : **16**

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. Responsabilité d'une animalerie après la chute d'une enfant (5 questions) **Page 3**

2. Politique monétaire, croissance et coordination budgétaire dans la zone euro (6 questions) **Page 5**

3. Ce qu'il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ) (Synthèse & Q&A Examen) **Page 8**

Sujet officiel (PDF) : https://coursbacstmg.fr/assets/annales/bac-stmg/Droit et économie/2022/Bac STMG - Droit et économie - Session 2022 - 2-Sujet.pdf

1. Responsabilité d’une animalerie après la chute d’une enfant

Dans une animalerie, Manon, âgée de neuf ans, se blesse en grimpant sur une étagère qui cède, et sa mère demande conseil sur la responsabilité du magasin. Les annexes présentent des règles du Code civil et du Code de la consommation ainsi que des décisions de justice sur la sécurité des clients et la faute de la victime.

Question 1. Résumez les faits en utilisant des qualifications juridiques.

Manon, mineure de neuf ans, est accompagnée de sa mère, madame BALZANA, qui agit comme représentante légale. Dans le magasin en libre accès exploité par la SARL « Cat & Cie », l’enfant grimpe sur une étagère pour atteindre un collier. L’étagère cède et Manon subit un dommage corporel, diagnostiqué comme une entorse nécessitant une attelle pendant trois semaines. Sa mère met en cause le magasin, gardien présumé de l’étagère, et demande réparation.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> Manon, mineure, est victime d’un dommage corporel après la chute d’une étagère du magasin exploité par la SARL « Cat & Cie ».

Question 2. Développez l’argumentation juridique que madame BALZANA peut avancer pour établir la responsabilité du magasin.

Majeure : Selon l’article 1242 du Code civil, le gardien d’une chose répond des dommages qu’elle cause. Pour une chose inerte dans un magasin en libre accès, la victime doit prouver qu’elle était en mauvais état ou en position anormale et qu’elle a été l’instrument du dommage. L’article L. 421-3 du Code de la consommation impose une sécurité légitime, mais pas une obligation de résultat.

Mineure et conclusion : Les supports instables et les fixations défectueuses auraient rendu l’étagère défectueuse. Sa rupture a causé la chute et les blessures. Madame BALZANA peut demander réparation si elle prouve ces éléments et justifie les préjudices, évalués par le gérant à 1 320 €.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> La SARL peut devoir réparer le préjudice si le défaut de l’étagère et son rôle causal sont prouvés.

Question 3. Développez l’argumentation juridique que la SARL « Cat & Cie » peut opposer à madame BALZANA.

La SARL peut contester la preuve d’un mauvais état ou d’une position anormale de l’étagère, ainsi que son rôle dans la chute. Pour une chose inerte dans un magasin en libre accès, ces éléments sont nécessaires à l’engagement de la responsabilité du gardien. Elle peut aussi soutenir que Manon a commis une imprudence en grimpant sur le mobilier pour atteindre le collier.

- L’arrêt du 9 mai 1984 admet qu’une faute de la victime mineure contribue à son dommage et entraîne un partage de responsabilité, sans examen de son discernement.
- L’article L. 421-3 n’impose pas au magasin une obligation de sécurité de résultat.

Ces arguments peuvent limiter l'indemnisation, mais ne l'excluent pas si le défaut est établi.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> La SARL peut contester la preuve du défaut et invoquer l'imprudence de Manon pour demander une réduction de l'indemnisation.

Au choix

Question 4a. Expliquez l'incapacité générale d'exercice qui pèse sur les mineurs.

Le mineur non émancipé bénéficie de droits, mais ne peut généralement pas les exercer seul : il est frappé d'une incapacité générale d'exercice. Ses représentants légaux, en principe ses parents, agissent en son nom et dans son intérêt pour les actes juridiques. Cette incapacité vise à le protéger des conséquences d'actes qu'il ne peut pas toujours apprécier pleinement. Elle n'empêche pas certains actes courants adaptés à son âge et à ses moyens. Le mineur possède donc des droits, mais leur exercice est encadré.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Le mineur non émancipé exerce généralement ses droits par ses représentants légaux, sauf pour certains actes courants adaptés à son âge.

Question 4b. Expliquez le rôle complémentaire du juge et du législateur.

1. Le législateur adopte des règles générales et impersonnelles applicables à tous. Il fixe le cadre juridique et peut le faire évoluer.
2. Le juge tranche les litiges particuliers en appliquant et en interprétant les règles de droit. Ses décisions précisent leur portée et contribuent à former la jurisprudence, notamment lorsque les textes sont imprécis ou ne règlent pas clairement une situation.

Leurs rôles sont complémentaires, mais distincts : le législateur établit les règles générales, tandis que le juge les met en œuvre dans les litiges. Le juge ne se substitue pas au législateur.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Le législateur édicte les règles générales ; le juge les interprète et les applique aux litiges, en précisant leur portée.

2. Politique monétaire, croissance et coordination budgétaire dans la zone euro

Les annexes portent sur les taux directeurs de la BCE, le crédit, l'endettement et leurs effets sur l'activité économique, ainsi que sur la coordination des politiques budgétaires dans la zone euro. Le candidat analyse un graphique et rédige une argumentation au choix sur les taux bas et la croissance française ou sur la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Question 1. Comparez l'évolution du taux directeur de la Banque centrale européenne et celle du taux de croissance.

Le taux directeur suit une tendance générale à la baisse, mais pas continue : il remonte légèrement en 2011. La croissance française chute en 2009, puis rebondit et fluctue. Les valeurs du graphique sont approximatives.

Année	Taux directeur	Croissance du PIB
2008	environ 4,6 %	non représentée
2009	environ 1,2 %	environ -3 %
2011	environ 1,4 %	environ 2,2 %
2018	environ -0,3 %	environ 1,8 %

La baisse des taux ne s'accompagne donc pas d'une évolution régulière de la croissance.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> Le taux directeur baisse globalement, avec un léger rebond en 2011, tandis que la croissance fluctue fortement et ne suit pas une évolution inverse régulière.

Question 2. Rappelez les effets du mécanisme du taux d'intérêt directeur de la BCE sur le crédit bancaire.

Le taux directeur influence le coût auquel les banques obtiennent des liquidités auprès de la BCE. Sa variation se transmet généralement aux taux des crédits proposés aux ménages et aux entreprises.

1. Si le taux directeur baisse, le refinancement bancaire devient moins coûteux et les banques peuvent réduire leurs taux de prêt.
2. Les emprunts deviennent plus accessibles, ce qui stimule la consommation et l'investissement.
3. Si le taux directeur augmente, le crédit devient généralement plus cher et les emprunts ralentissent.

Les taux bas peuvent toutefois favoriser un endettement excessif et accroître le risque de défaut de remboursement.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> La baisse du taux directeur tend à réduire le coût du crédit et à stimuler les emprunts ; sa hausse tend à les freiner.

Question 3. Décrivez les effets d'une politique budgétaire de relance par la demande.

Une politique budgétaire de relance par la demande vise à accroître la demande globale, notamment par une hausse des dépenses publiques ou une baisse des prélèvements.

- Les ménages disposent de revenus disponibles plus élevés et peuvent consommer davantage.
- Les commandes publiques et la demande accrue soutiennent l'activité des entreprises.
- La production, l'investissement et l'emploi peuvent progresser, ce qui favorise la croissance.

La relance peut cependant creuser le déficit et la dette publics. Une part de la demande supplémentaire peut aussi profiter aux importations plutôt qu'à la production nationale.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> La relance par la demande stimule consommation, production, croissance et emploi, mais peut accroître le déficit public et les importations.

Question 4. Retrouvez les conséquences du manque de coordination des politiques budgétaires au sein de la zone euro.

Dans la zone euro, la BCE conduit une politique monétaire commune, tandis que les États gardent largement la maîtrise de leur politique budgétaire. Les besoins nationaux diffèrent : un même taux directeur peut convenir à certains pays et être inadapté à d'autres.

Sans coordination, les États qui disposent de marges budgétaires peuvent ne pas soutenir suffisamment leur demande, alors que les pays en difficulté manquent parfois de moyens pour relancer leur activité. Certains comptent sur les dépenses de leurs partenaires. La demande intérieure de la zone euro reste alors insuffisante, ce qui peut prolonger le chômage et freiner la croissance. Une relance coordonnée dans les pays ayant des marges de manœuvre pourrait limiter ce déséquilibre.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Le manque de coordination entretient des réponses budgétaires inadaptées, une demande intérieure insuffisante et des écarts de croissance et de chômage entre pays.

Au choix

Question 5a. Rédigez une argumentation pour répondre à la question : la politique monétaire de taux d'intérêt directeur bas favorise-t-elle la croissance économique de la France ?

Oui, les taux directeurs bas favorisent la croissance française en réduisant généralement le coût du crédit. Les ménages peuvent davantage emprunter et consommer, tandis que les entreprises peuvent financer leurs investissements. La demande et l'activité sont ainsi soutenues.

La Banque de France indique que les politiques monétaires ont soutenu la croissance de la zone euro : les estimations attribuent à leurs effets 2 à 2,5 points de croissance cumulés sur quatre ans. Entre 2013 et 2019, 2 à 3 millions d'emplois créés dans la zone euro leur seraient directement liés.

Cependant, le graphique montre que les taux bas ne garantissent pas une croissance régulière. L'endettement excessif peut aussi fragiliser emprunteurs et banques : cette politique aide donc la croissance sans suffire à elle seule.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Les taux bas soutiennent la croissance française en facilitant crédit, consommation et investissement, mais leur effet dépend aussi de la conjoncture et des autres politiques économiques.

Question 5b. Rédigez une argumentation pour répondre à la question : faut-il augmenter la part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée ?

Augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée peut soutenir la demande : des revenus plus élevés permettent aux ménages de consommer davantage. L'annexe 6 souligne que l'accélération des salaires peut dynamiser la demande intérieure, notamment dans les pays qui disposent de marges de manœuvre.

Toutefois, une hausse trop forte des salaires peut réduire les marges des entreprises et freiner leur investissement. Si les coûts augmentent plus vite que la productivité, leur compétitivité peut aussi se dégrader. Il est donc préférable d'envisager une hausse mesurée, compatible avec les gains de productivité et la situation financière des entreprises. Elle peut soutenir l'activité sans fragiliser durablement l'offre.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Une hausse mesurée de la part salariale peut soutenir la demande, si elle reste compatible avec la productivité, l'investissement et la compétitivité.

SYNTHÈSE DE L'ÉPREUVE & RÉFÉRENTIEL • BAC STMG

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2022)

Bilan de l'épreuve : Cette épreuve de Droit et Économie du baccalauréat technologique STMG, session 2022, porte le code 22-MGDEPO3 et dure quatre heures, coefficient 16. Ses deux parties valent chacune dix points. Le droit étudie la responsabilité d'une animalerie après l'accident d'une enfant ; l'économie examine le crédit, les politiques monétaire et budgétaire, la croissance et leur coordination dans la zone euro.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- La responsabilité du fait d'une chose suppose que la chose sous la garde du professionnel, en position anormale ou en mauvais état, ait été l'instrument du dommage.
- L'article L. 421-3 du Code de la consommation impose une obligation générale de sécurité, mais pas une obligation de résultat à l'exploitant d'un magasin.
- Des taux directeurs bas peuvent favoriser le crédit, la consommation et l'investissement, mais l'endettement excessif peut accroître le risque de crise.
- Une demande plus dynamique dans la zone euro peut nécessiter une coordination budgétaire, une hausse des salaires ou des dépenses publiques.

Points de vigilance & attentes du jury

- En droit, qualifiez les faits et reliez le rôle et l'état de l'étagère aux dommages et aux règles applicables.
- Distinguez l'obligation générale de sécurité de l'obligation de résultat, qui n'est pas imposée au magasin dans l'arrêt fourni.
- Pour le graphique, comparez les évolutions de 2008 à 2018 sans confondre taux directeur et taux de croissance du PIB.
- Traitez les quatre premières questions économiques, puis choisissez une seule argumentation : 5a ou 5b.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment expliquer la transmission d'une baisse du taux directeur au crédit et à l'activité ?

Des taux directeurs plus bas peuvent réduire le coût de financement des banques et faciliter le crédit. Les emprunts soutiennent alors la consommation et l'investissement, ce qui stimule la demande et l'activité, sans garantir à eux seuls une croissance durable.

Q : Le magasin est-il automatiquement responsable parce que l'enfant a été blessée ?

Non. La blessure seule ne suffit pas à engager la responsabilité sur le fondement de l'obligation de sécurité. Pour une chose inerte, il faut notamment montrer qu'elle était en position anormale ou en mauvais état et qu'elle a causé le dommage.

Q : Dois-je traiter les deux questions proposées en 5a et 5b ?

Non. La consigne demande une argumentation sur une seule question, 5a ou 5b. Les quatre questions précédentes restent à traiter ; indiquez clairement le sujet argumentatif choisi.

Q : Quels éléments le jury attend-il dans l'argumentation économique ?

Construisez une réponse qui tranche la question, mobilise des connaissances économiques et exploite les annexes. Expliquez les mécanismes et leurs effets, puis nuancez votre analyse lorsque les documents signalent des limites ou des risques.

Sujet officiel associé (PDF) : https://coursbacstmg.fr/assets/annales/bac-stmg/Droit et économie/2022/Bac STMG - Droit et économie - Session 2022 - 2-Sujet.pdf
Ressources Bac STMG : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.